



PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU NFP : LE CHIFFRAGE DU PÈRE NOËL

juin 2024

ASTERÈS
études, recherche & conseil économique

PROGRAMME ÉCONOMIQUE DU NFP : LE CHIFFRAGE DU PÈRE NOËL

SYNTHÈSE

Le Nouveau Front Populaire (NFP) a présenté un chiffrage de son programme économique¹ qui présente de nombreuses lacunes. Le chiffrage de son programme réalisé par le NFP prétend ne pas creuser le déficit public, ce qui semble hautement improbable. De plus, la politique économique menée, prétendument keynésienne, ne correspond pas aux besoins actuels de l'économie française. Enfin, ce chiffrage ne dit rien en ce qui concerne l'inflation et le déficit commercial.

Esther Duflo, Thomas Piketty, modèle de la Banque de France... des arguments d'autorité contestables

Le discours du NFP vante régulièrement la crédibilité de son programme à partir du soutien d'économistes connus, sans pleinement convaincre pour autant. Les candidats sous l'étiquette NFP revendiquent le soutien de quelques grands noms de l'économie comme un gage de sérieux, à l'instar d'Esther Duflo ou Thomas Piketty. Pourtant, la première est spécialiste de la pauvreté dans le monde et le second des inégalités, et ni l'un ni l'autre n'ont bati leur renommée (incontestable) sur leurs analyses macro-économiques. L'économie a ceci de commun avec la médecine qu'elle est très cloisonnée et que l'expert d'une branche peut-être ignorant d'une autre. Ainsi, il est préférable de se faire soigner une carie par un dentiste débutant que par un dermatologue auréolé d'un prix Nobel de médecine. De la même façon, la validation d'un programme électoral destiné à l'économie française a plus de poids si elle vient d'un spécialiste du sujet, même anonyme, plutôt que d'un « grand nom » travaillant dans un champ différent. Il y a gros à parier que, en moyenne, la majorité des économistes spécialisés en analyse macro-économique de la France se montrent sceptiques envers le programme du NFP. De plus, en opposition aux quelques célébrités de la discipline mises en avant, il conviendrait de prendre en compte toutes celles qui l'ont vertement critiqué (à l'image d'Olivier Blanchard, pour sa part spécialisé en macro-économie). Enfin, l'argument régulièrement entendu selon lequel le chiffrage du programme du NFP se base, gage de sérieux, sur un modèle développé par la Banque de France, il ne précise pas la manière dont ce modèle a été utilisé et paramétré. Tout modèle ne vaut que par la manière dont on l'utilise et, en fonction des hypothèses prises, il est possible de conclure d'un même modèle une chose ou son contraire.

1) DÉFICIT PUBLIC : UN CREUSEMENT DE PLUS DE 50 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

Le chiffrage réalisé par le NFP se veut neutre pour les finances publiques, alors qu'il creuserait le déficit public de plus de 50 milliards d'euros par an. Tout d'abord, le NFP veut « refuser le pacte de stabilité budgétaire »² européen qui encadre le montant maximal de déficit et de dette publique des Etats membres. On comprend mal pourquoi le refuser si le programme ne prévoit pas de creusement du déficit budgétaire, ce désaccord avec les règles européennes revient, pour le NFP, à admettre en creux que la

1

<https://assets.nationbuilder.com/nouveaufrontpopulaire/pages/1/attachments/original/1718961126/proposition-macroeconomique-nouveau-front-populaire.pdf?1718961126>

2 <https://lafranceinsoumise.fr/wp-content/uploads/2024/06/Programme-nouveaufrontpopulaire.pdf>

politique proposée serait préjudiciable aux finances publiques. Valérie Rabault assume d'ailleurs que le programme du NFP retarderait la baisse du déficit public³.

1.1 DÉFICIT BUDGÉTAIRE ESTIMÉ PAR ASTERÈS : ENVIRON 50 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

Les chiffres présentés par le NFP dans le détail de son programme économique conduiraient, de fait, à un creusement du déficit public d'environ 50 milliards d'euros par an. Le NFP a présenté un programme en trois temps, chacune de ces étapes devant équilibrer les recettes et les dépenses, ce qui semble peu crédible. Plus probablement, la première étape creuserait le déficit public de 20 milliards d'euros par an, la seconde de 20 milliards d'euros également et la troisième de 10 milliards d'euros.

La première étape du programme (2024) se solderait par un creusement du déficit de 20 milliards d'euros par an. Il n'est pas très clair si, dans ce premier temps, les chiffres présentés doivent s'entendre pour une année pleine ou une demi-année. Nous considérons qu'il s'agit d'une année pleine, ce qui ne change pas le fond de l'analyse puisqu'il s'agit de comparer le montant de recettes et de dépenses sur une même base temporelle.

- **Des dépenses totales estimées par Asterès à environ 50 milliards d'euros, soit 25 milliards de plus que le chiffre réalisé par le NFP.** Le NFP présente une série de mesures devant, d'après le chiffre réalisé, coûter 25 milliards d'euros, un chiffre qui semble très sous-estimé. En effet, la première mesure, la hausse de 10 % du point d'indice des fonctionnaires, devrait à elle seule coûter **22 milliards d'euros**⁴. La seconde, l'abrogation de la réforme des retraites et de l'assurance chômage pourraient coûter, pour la première, 0,6 % de PIB, soit **15 milliards d'euros**⁵ et, pour la seconde, environ **4 milliards d'euros**⁶. La gratuité totale de l'école publique coûterait quant à elle environ **7,6 milliards d'euros**⁷. Enfin, la revalorisation des APL de 10 % coûterait **1,3 milliard d'euros** à l'Etat⁸.
- **30 milliards d'euros de recettes d'après le NFP.** Pour cette première phase, le NFP prévoit d'augmenter les impôts de 30 milliards d'euros, répartis en 15 milliards d'impôts sur les « superprofits » et 15 milliards d'euros d'ISF avec une composante climatiques. Asterès considère ces chiffres tels quels, ce qui semble correspondre à des recettes très optimistes. Par exemple, l'ISF, avant son remplacement en IFI par Emmanuel Macron, rapportait environ 6 milliards d'euros par an⁹. L'ajout d'une composante

³ <https://www.lesechos.fr/elections/legislatives/legislatives-2024-le-programme-du-nouveau-front-populaire-represente-106-milliards-deuros-de-depenses-nouvelles-2102251>

⁴ D'après Fipéco, 1 % de hausse coûte 2,2 milliards d'euros, soit 22 milliards d'euros pour 10 % de hausse (<https://www.fipeco.fr/fiche/Le-niveau-et-1%C3%A9volution-de-la-masse-salariale-publique#:~:text=Chaque%2520augmentation%2520de%25201%2520C0,de%25202%2520C2%2520Md%E2%82%AC>), Valérie Rabault estime pour sa part le coût de la mesure à 23 milliards d'euros (<https://www.lesechos.fr/elections/legislatives/legislatives-2024-le-programme-du-nouveau-front-populaire-represente-106-milliards-deuros-de-depenses-nouvelles-2102251>)

⁵ <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/la-reforme-des-retraites-un-court-repit-pour-les-finances-publiques-960182.html?amp=1>

⁶ https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/06/12/assurance-chomage-la-reforme-pourrait-induire-plus-d-economies-que-prevu_6239090_823448.html

⁷ Si l'on considère un coût par élève de 760 € par an (<https://www.education.gouv.fr/les-depenses-des-familles-pour-la-scolarisation-des-enfants-3809>) et 10 millions d'élèves scolarisés dans le public (<https://www.ouest-france.fr/education/enseignement-privé-ces-quatre-graphiques-montrent-quelle-est-la-realite-derriere-les-cliches-a8d2cd74-b92a-11ee-879f-a9ffd2809e51>)

⁸ 10 % d'un coût total de 13,3 milliards d'euros (https://www.senat.fr/rap/a22-116-6/a22-116-6_mono.html#toc8)

⁹ <https://www.vie-publique.fr/en-bref/291443-impot-de-solidarite-sur-la-fortune-isf-le-cout-de-son-remplacement>

climatique ajouterait 9 milliards d'euros de recettes, sans qu'aucune précision n'ait été apportée à ce chiffre.

La deuxième étape du programme (2025) se solderait par un creusement du déficit de 20 milliards d'euros par an. Le NFP prévoit, dès l'année 2025, une hausse de dépenses supplémentaires de 75 milliards d'euros (enseignement, santé, transition énergétique par exemple), pour porter le total des dépenses nouvelles à 100 milliards d'euros. Dans le même temps, les recettes seraient portées également à 100 milliards d'euros, soit 70 milliards d'euros supplémentaires (les recettes de 2024 étant déjà estimées à 30 milliards d'euros). Pourtant, les impôts nouveaux présentés (suppression de niches fiscales et hausse des impôts sur les plus riches) ne se montent qu'à 50,2 milliards d'euros¹⁰. La formulation du programme laisse penser qu'il existe d'autres recettes pour atteindre 70 milliards d'euros mais celles-ci, non précisées, semblent illusoire.

La troisième étape du programme (jusqu'en 2027) se solderait par un creusement du déficit arrondi à 10 milliards d'euros par an. Après 2025, le NFP prévoit 50 milliards d'euros de dépenses nouvelles (transport ferroviaire, services publics, culture par exemple) pour porter leur total à 150 milliards d'euros. Les impôts supplémentaires sont supposés augmenter également de 50 milliards d'euros, mais les nouvelles recettes détaillées n'en mentionnent que 39 milliards d'euros¹¹, notamment un impôt sur les multinationales. Cependant, on comprend mal comment la politique proposée d'égalité entre femmes et hommes générerait 10 milliards d'euros de recettes supplémentaires pour l'Etat, mais nous la retenons néanmoins telle qu'elle dans le chiffrage.

1.2 DÉFICIT BUDGÉTAIRE RÉEL : NETTEMENT SUPÉRIEUR À 50 MILLIARDS D'EUROS PAR AN SI TOUTES LES MESURES PROPOSÉES ÉTAIENT APPLIQUÉES

En réalité, si l'ensemble des mesures proposées étaient appliquées, le creusement du déficit serait nettement plus élevé que 50 milliards d'euros par an. La précédente analyse, qui permettait d'estimer que le programme du NFP creuserait le déficit public de 50 milliards d'euros par an, se basait uniquement sur les points mentionnés dans le chiffrage publié¹². Cependant, le NFP oublie de chiffrer un certain nombre de mesures présentées dans le programme et qui conduiraient à des dépenses nouvelles, mais qui n'apparaissent pas dans le chiffrage budgétaire. Par exemple, le coût induit pour les PME de la hausse du SMIC à 1 600 € net serait partiellement « compensé » par l'Etat, sans que le coût de cette mesure ne soit chiffré. De nombreuses mesures coûteuses pour l'Etat, qui apparaissent dans le programme du NFP¹³, ne sont plus mentionnées dans le chiffrage (mesures favorables à la réindustrialisation, aide au développement, hausse du budget du sport, billet unique pour le déplacement des jeunes, gestion à 100 % publique de l'eau et construction de fontaines et sanitaires publics, baisse de la TVA dans les transports, passage aux 32 heures dans les métiers pénibles, prêt à taux 0 % aux primo-accédants ou encore suppression de la « taxe Macron » sur l'électricité). Ainsi, soit certaines mesures proposées ne seraient pas appliquées, soit le creusement du déficit public serait nettement plus élevé que 50 milliards d'euros par an.

¹⁰ $25 + 17 + 5,5 + 2,7 = 50,2$

¹¹ $26 + 10 + 3 = 39$

¹²

<https://assets.nationbuilder.com/nouveaufrontpopulaire/pages/1/attachments/original/1718961126/proposition-macroeconomique-nouveau-front-populaire.pdf?1718961126>

¹³ <https://lafranceinsoumise.fr/wp-content/uploads/2024/06/Programme-nouveaufrontpopulaire.pdf>

2) PHILOSOPHIE ÉCONOMIQUE DU PROGRAMME DU NFP : UN KEYNÉSIANISME « VULGAIRE »

Le programme du NFP s'inspire d'une interprétation élastique de la théorie keynésienne. Le NFP revendique de s'inspirer d'une politique économique keynésienne pour stimuler l'économie. Cette dernière postule que la dépense publique supplémentaire peut stimuler l'économie (le NFP admettrait donc de creuser le déficit ? Car des dépenses nouvelles compensées par des hausses d'impôts ne stimulent pas l'économie) quand celle-ci souffre d'une insuffisance de demande. La fin de la précédente phrase a été volontairement soulignée pour préciser le fait que la relance keynésienne n'est pertinente que lorsque l'économie est en récession car la demande adressée aux entreprises est trop faible (années 1930 ou 2008-2009 par exemple). Cette situation se caractérise par une pression déflationniste (puisque la demande est faible) et un taux de chômage élevé. Or, dans le contexte actuel, l'inflation, en baisse, reste soutenue, et le marché du travail se caractérise plus par des difficultés de recrutement que par un chômage de masse. Dans ce contexte, une relance keynésienne risque de tourner court et de se traduire par une hausse de l'inflation et du déficit commercial. Paul Krugman, appartenant lui-même au courant néo-keynésien, désigne sous le terme de « keynésianisme vulgaire »¹⁴ l'idée selon laquelle la dépense stimule toujours l'économie, quelle que soit la conjoncture du moment.

3) INFLATION ET DÉFICIT PUBLIC : CE QUE LE PROGRAMME DU NFP NE MENTIONNE PAS

Le chiffrage du programme du NFP se concentre sur le volet budgétaire et n'aborde pas la question de l'inflation ni du commerce extérieur. Le programme du NFP, basé sur la dépense publique et la hausse des salaires, risque de dégrader trois indicateurs macro-économiques : le solde public, le solde commercial et l'inflation. Or, seul le premier est (partiellement) chiffré. Ainsi, ce qui n'est pas chiffré dans ce programme est tout aussi important que ce qui l'est.

3.1 COMMERCE INTERNATIONAL : UN CREUSEMENT CERTAIN DU DÉFICIT COMMERCIAL

Le déficit commercial français, élevé, s'accroîtrait avec le programme du NFP. Le NFP revendique de baser la stimulation de l'économie sur la dépense ou, pour reprendre l'expression utilisée, la « consommation populaire ». Une consommation supplémentaire se porterait mécaniquement, pour partie, vers des produits étrangers. Dans le même temps, la hausse des salaires dégraderait la compétitivité des entreprises et donc pénaliserait les exportations. Le déficit commercial se creuserait donc sous le double effet d'une hausse des importations et d'une baisse des exportations.

Réduire le déficit commercial par des protections commerciales est illusoire. Un argument du NFP, tel que nous le comprenons, est de sortir des accords de libre-échange ce qui empêcherait la dégradation du déficit commercial grâce aux barrières douanières. Un tel argument est illusoire. D'une part, de nombreux pays européens (pays germaniques et scandinaves notamment) présentent un fort excédent commercial tout en étant contraints aux mêmes règles commerciales et au même taux de change que la France. La concurrence internationale semble donc être un bouc-émissaire trop facile pour expliquer le

¹⁴ Paul Krugman, « The accidental theorist and other dispatches from the dismal science », W W Norton & Company, 1998. Krugman fait notamment le lien entre le keynésianisme « vulgaire » et le lien entre politique budgétaire et monétaire, un aspect qui n'est pas abordé dans le programme du NFP.

déficit commercial français. Deuxièmement, une hausse de la consommation sans hausse de la production équivalente des entreprises se traduit mécaniquement par un creusement du déficit commercial. Le solde commercial est, comptablement, l'écart entre l'épargne et l'investissement ou, pour faire simple, entre la consommation et la production. Si un pays consomme plus qu'il ne produit, il a mécaniquement un déficit commercial. En accroissant la demande sans instaurer de mesures favorables à la productivité des entreprises, le programme du NFP creuserait forcément le déficit commercial.

Dégager des excédents commerciaux est le meilleur moyen de garantir l'indépendance de la France. Les partis composant le NFP revendiquent généralement une « insoumission » aux marchés financiers mondialisés. Or, un déficit commercial doit forcément être payé (les étrangers veulent que nous leur payons les produits achetés), ce qui se traduit mécaniquement par une hausse de la dette externe nette de la France. Pour ne plus dépendre des flux de capitaux externes, le préalable est de ne pas avoir besoin d'eux, donc de dégager de excédents commerciaux (ou plus précisément des excédents courants). Ainsi, le programme du NFP irait à l'encontre des objectifs généralement affichés par les partis de gauche en accroissant la dépendance de la France aux investisseurs étrangers.

3.2 INFLATION : BLOQUER LES PRIX NE LES EMPÊCHERAIT PAS DE MONTER

Le programme du NFP est doublement inflationniste. D'une part, la hausse de la demande des ménages est inflationniste puisque, à offre constante, une hausse de la demande conduit à une hausse des prix (pour la partie de la consommation supplémentaire qui n'est pas satisfaite par des importations). D'autre part, la hausse des salaires accroît les coûts des entreprises, donc *in fine* les prix. Le NFP propose certes un blocage des prix de l'énergie et des biens alimentaires de première nécessité, ce qui ne réglerait pas le problème. En effet, il en résulterait soit des pénuries (les entreprises refuseraient de produire et de vendre à perte), soit une hausse de prix plus importante sur les produits qui ne sont pas bloqués pour « compenser » la marge perdue. Ce cas de figure s'est produit en Hongrie ces dernières années, le blocage des prix ayant, comme on aurait pu s'y attendre, conduit à des pénuries¹⁵ et à des effets de rattrapage qui ont entraîné, d'après la banque centrale, à une inflation plus élevée qu'elle n'aurait été sans le blocage¹⁶.

Le NFP, un programme écologique ?

Le NFP se veut en pointe sur la question de l'écologie, mais les contradictions entre le discours et les propositions suprennent. Les partis composant le NFP, notamment les Verts, prônent régulièrement la « décroissance », la fin du « productivisme » ou la « sobriété » en matière de consommation. Il est donc surprenant de constater que le NFP base son programme sur une relance de la consommation des ménages et se félicite que celle-ci permette le « retour de la croissance ». D'autant plus que, dans le même temps, le blocage des prix de l'énergie et des carburants n'entraîne aucune incitation-prix à la modification des comportements de consommation des ménages. La consommation et la croissance seraient-elles, finalement, compatibles avec les impératifs écologiques ? On ne comprend plus très bien...

¹⁵ Reuters, « Hungarian government scraps price cap on fuels as shortage worsens », 7 décembre 2022

¹⁶ US Money (by Reuters), Hungary Central Bank Chief Sees 15%-18% Inflation in 2023, Urges End to Price Caps, 5 décembre 2022

Sylvain BERSINGER, chef économiste chez Asterès
sbersinger@asteres.fr

ASTERÈS
études, recherche & conseil économique